

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 5 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.B.A (Société de Bijouterie Angoumoisine)

168 rue de Montmoreau 16000 Angoulême

Références : 2026_83_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0007202781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 janvier 2026 dans l'établissement S.B.A (Société de Bijouterie Angoumoisine) implanté 168 rue de Montmoreau 16000 Angoulême. L'inspection a été annoncée le 12/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre du contrôle pluriannuel des installations classées. L'exploitant s'était engagé en 2015 à procéder à une déclaration de cessation de l'activité soumise à autorisation pour la rubrique n°2565-1 de la nomenclature des installations classées, à savoir l'utilisation de bains de traitement de surface mettant en œuvre du cadmium. Or, à ce jour, cette déclaration n'a jamais été faite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.B.A (Société de Bijouterie Angoumoisine)
- 168, rue de Montmoreau 16000 Angoulême
- Code AIOT : 0007202781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société de Bijouterie Angoumoisine (S.B.A) est une société à responsabilité limitée de fabrication d'articles de joaillerie et de bijouterie. Elle conçoit les modèles sur écran pour les produire par la suite pour les grandes bijouteries de la Place Vendôme à Paris. Elle a obtenu un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter le site en date du 30 juin 1997.

La crise du COVID a fait perdre des parts de marché ; les grandes bijouteries se sont rapprochées des fabricants italiens entraînant une réduction du chiffre d'affaires.

En 2013, elle employait 22 personnes. Il n'en reste plus que 8 malgré les formations faites sur place.

La société est en redressement judiciaire depuis octobre 2024 et poursuit la recherche de nouveaux clients ou d'investisseurs.

Aujourd'hui, l'exploitation n'utilise plus de bains pour les traitements de surface des pièces. Les produits sont fabriqués par injection de l'or en fusion dans un moule en résine puis, après détachement du moule, un polissage est fait soit à la main soit avec des petites machines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/06/1997, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En redressement judiciaire, l'entreprise maintient son activité malgré les difficultés économiques.

L'arrêt de l'utilisation des bains pour le traitement de surface utilisant du cadmium (activité ayant délivré l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 1997) et la constatation d'absence d'autres activités sous le régime des installations classées pour la protection de l'environnement, le site n'est plus classé en qualité d'ICPE.

Il n'empêche d'acter cet arrêt d'activité par une notification à M. le préfet et par l'établissement de l'attestation de sécurité par un bureau de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30.06.1997, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE - Régime			
Prescription contrôlée : La Société de Bijouterie Angoumoisine (S.B.A.) dont le siège social est situé 168 rue de Montmoreau à Angoulême est autorisée par arrêté cité en référence à exploiter à la même adresse un établissement spécialisé dans la fabrication de bijoux et comprenant les installations classées suivantes :			
Numéro nomenclature	Activités	Capacité	Classement
2565-1	Traitement de métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés lorsqu'il y a mis en œuvre de cadmium.	570 l	A
Constat lors de l'inspection du 17 octobre 2013 : Depuis l'interdiction de l'utilisation de cadmium dans la fabrication de bijoux, le traitement de surface a été arrêté. Les bains ont été vidés et évacués en tant que déchets dangereux. Le bordereau de suivi de déchets a été présenté en séance à l'époque. Cette activité ayant été arrêtée, le site ne serait alors plus une installation classée d'après l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30.06.1997. [...]			
Réponse de S.B.A en date du 28 janvier 2015 : L'activité de S.B.A. a considérablement évolué depuis son Autorisation Environnementale. L'activité de traitement de surface utilisant du cadmium a été définitivement arrêtée suite à son interdiction dans les activités de joaillerie. Seule une activité de traitement de surface par voie électrolytique ou chimique utilisant des liquides de type rhodium, acides nitriques et chlorhydrique dilués dans des cuves inférieures à 200 litres reste effective. Ainsi, S.B.A se propose de procéder à une déclaration de cessation d'activités soumise à autorisation dans la rubrique ICPE n° 2565-1 tout en maintenant une activité non classée dans la rubrique ICPE n° 2565-2.			

Constats :

L'exploitant confirme l'arrêt du traitement de surface utilisant du cadmium depuis plus de 10 ans. Les grands bacs servant de traitement de surface au cadmium sont stockés au sous-sol avec divers appareils. Ces bacs sont vides et secs. L'inspection n'a découvert aucun récipient contenant du cadmium usagé ou pur sur place.

Il reste une cuve d'acide de 18 litres (pour acide nitrique ou chlorhydrique) pour une faible activité de traitement de surface par voie chimique en utilisant du rhodium et un litre de dégraissant. Cette quantité est bien en-deçà du seuil de la déclaration de la rubrique n°2565-2 (traitement ou revêtement métallique – nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibroabrasion, etc.) de surface par voie électrolytique ou chimique ; procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 litres mais inférieur ou égal à 1 500 litres = DC).

De plus, des activités restantes, l'inspection a recensé les suivantes en lien avec une rubrique de la nomenclature des installations classées :

- rubrique 2560 : travail mécanique des métaux - le site utilise 3 machines de polissage de 150 W chacune plus 3 machines abrasives de 150 W chacune soit une puissance totale de 900 W. Le seuil à déclaration pour cette rubrique est de 150 kW. Ces outils servent à travailler finement le bijou ;
- rubrique 2552 : fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux. L'exploitation fait fondre 180 grammes d'or dans des moules par semaine. Le seuil à déclaration pour cette rubrique est de 100 kg/j.

L'inspection confirme qu'il n'y a plus, aujourd'hui, d'activité classée ICPE exercée sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que le site soit déclassé par rapport au régime des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant tient l'inspection informée de la suite donner au redressement judiciaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08.07.2024, articles R512-39-1 et R.512-75-1

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...]. Il est donné récépissé sans frais de notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R.512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant doit attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L.512-6-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

[...]

Article R.512-75-1

Selon cet article du code de l'environnement (CE) sur la cessation d'activité, l'exploitant d'une installation classée doit effectuer un ensemble d'opérations administratives et techniques afin de continuer de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de son installation au titre de la nomenclature des installations classées sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

- 1° la mise à l'arrêt définitif,
- 2° la mise en sécurité,
- 3° si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues à l'article R.512-39-2 du CE,
- 4° la réhabilitation ou remise en état.

La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R.511-9 CE toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9, les mesures prises sur les opérations de cessation d'activité et sur les mesures à prendre sur la mise en sécurité peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III de l'article R.512-39-1 CE qui prévoit de faire attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matières de prestations de service dans ce domaine.

Constats :

Comme développé dans le constat du point de contrôle n° 1, l'installation S.B.A n'a plus d'activité en lien avec les installations classées.

L'exploitant doit procéder à la cessation d'activité en lien avec la rubrique n° 2565-1 pour laquelle il était autorisé par arrêté préfectoral du 30 juin 1997.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- écrire à M. le préfet pour notifier la cessation d'activité de la rubrique 2565-1 de la nomenclature des installations classées à la date effective de l'arrêt de cette activité,
- prendre contact avec un bureau d'étude certifié pour le domaine des sites et sols pollués afin qu'il vienne prendre toutes les données pour acter l'attestation de sécurité (délivrance de l'ATTES SECUR).

La liste des bureaux certifiés « sites et sols pollués » est disponible sur le site de LNE (Laboratoire National de métrologie et d'Essais) : <https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois